



sans céder pour autant quant au plan d'application de la réforme des ports. Le gouvernement imposa la constitution des "sociétés" prévues dans le Décret en désignant les présidents à Barcelone, Las Palmas et Ténériffe aux Canaries en avril 87 soit dans les trois ports qui constituent les places fortes de la Coordinadora ; mais les dockers réussirent à imposer le renouvellement des contrats négociés avec les entreprises. Ce qui entraîne une situation quelque peu paradoxale pour le gouvernement et pour les entreprises elles-mêmes: le plan prévu était l'application du Décret, c'est à dire le retrait du droit de négociation avec les entreprises. Les contrats renouvelés laissent intacte la situation antérieure, celle là même pour laquelle se battaient les dockers. Ils peuvent ainsi préserver leurs conditions de travail et par suite leur unité collective. Tout cela est très confus, tout comme les manœuvres du gouvernement qui, tout récemment a obtenu la démission des présidents qu'il avait nommés peu auparavant en vue de l'application du Décret. La politique de Madrid était de procéder à la "légitimisation" des syndicats pour l'application du décret, à l'exclusion de la Coordinadora bien sûr. Mais les présidents qui se trouvent devant la réalité des ports, une réalité tout à fait différente, sont dans l'impossibilité de mettre en place des accords pris à Madrid.

Telle est la situation présente : officiellement, les "sociétés mixtes" prévues par le Décret sont constituées, mais les dispositions du Décret ne peuvent être appliquées sans des négociations avec la Coordinadora, ce que refuse le gouvernement. De son côté, la Coordinadora a rédigé une "plateforme pour un contrat" sur laquelle elle entend négocier. Les "analystes" voient là un obstacle insurmontable puisque, à leur avis, négocier sur cette plate-forme signifierait pratiquement "invalidier" le Décret. Bien qu'il semble que tout soit entré dans une phase finale et que le gouvernement finira par entrer en négociations avec la Coordinadora, chaque semaine qui passe voit se reproduire la même situation : entretien sur entretien qui ne règlent rien. Pendant ce temps les choses se passent comme toujours sur les quais. Une autre possibilité est que le Décret reste sur la table du bureau des présidents des "sociétés mixtes" bloqué par le refus du gouvernement de reconnaître la Coordinadora, ce qui signifie l'impossibilité de l'appliquer à cause de la crainte des entrepreneurs de provoquer un nouveau durcissement ou plutôt un rebondissement du conflit.

24/11/87

## AFRIQUE DU SUD

La grève des mineurs en Afrique du Sud et la lutte contre l'apartheid (Acte et Pensée, Hollande, Octobre 1987)

Il n'y a pas longtemps, commentant ce qui se passait en Afrique du Sud, nous avions prédit que l'apartheid serait beaucoup plus sérieusement menacé si la lutte contre le racisme devenait une partie de la lutte de classe dans ce pays.

Labor Notes - Po Box 2001 - Detroit, Mich, 48220 (en anglais)

Juillet 87 : Une journée de grève générale en Colombie Britannique (Canada) - Est ce que des leaders syndicaux militants peuvent survivre?

octobre 1987 - Vague de grève en Corée pour la reconnaissance de syndicats indépendants - Les chemins de fer obligés à des concessions - Les marins long cours révoltés par les changements dans les conditions de travail - Guatemala : des ouvriers occupent une usine pour garantir leur emploi - Le contrat Ford.

novembre 1987 - 8 mois de grève/lock out construisent une solidarité pour les ouvriers du papier ( International Paper Company ) - Le gouvernement canadien vote une loi obligeant au retour au travail des postiers en lutte contre un projet de privatisation. - Pourquoi les contrats Ford et GM n'apporteront aucune sécurité d'emploi ( avec détails sur ces contrats ) - Observations sur la grève des footballeurs.

janvier 88 - Le syndicat du papier engage Pay Rogers pour lancer une campagne contre International Paper ( 3400 lock outés suite à une grève pour les salaires et la classification des emplois ) - Le droit des ouvriers de refuser des travaux dangereux - Mention d'un livre "Workers, Managers and technological changes", une étude sur la manière dont les nouvelles technologies affectent le rapport de force entre travailleurs et employeurs ( Plenum Publishing Corp, Customer Service, 233 Spring St., New York, N.Y. 10013 ) - Pourquoi le krach boursier peut conduire à l'austérité.

In These Times 1300 W Belmont - Chicago 111 60657

n° 57 6/10/87 ( en anglais )

Un désastre écologique aussi grand que l'océan - Philippines : la subrématie civile assiégée - Le Constitution et les droits syndicaux - Revue du livre : Le Grande Dépression de 1929 par Ravi Batra ( la valeur réelle du livre est moins importante que la possibilité de redonner vigueur sur le débat de la valeur sociale d'une redistribution des richesses )

Fifth Estate Box 02548 - Detroit - Mich 48202 - USA - ( en anglais )

Automne 1987 - Quelle profondeur donner à l'écologie "profonde" ?

Un challenge à l'environnementalisme radical. Ce numéro est entièrement consacré à ce sujet - Revue dans un prochain numéro d'Echanges.

Synthesis - Po Box 1958 - San Pedro - Ca 90733 ( en anglais )

n° 26 - décembre 1987 - Compte rendu de différentes rencontres - Quelques réflexions sur l'entrée des chrétiens dans le mouvement écologiste - Critique du livre : Dissent and critical thought In German Democratic Republic (GDR) (Bruce Allen) - Ecologie sociale contre Ecologie "profonde"

Discussion Bulletin - Po Box 1564 - Grand Rapids - Mi 49501 - USA

n° 27 - Janvier 1988 - Guerre de classe sur le front intérieur : opposition révolutionnaire à la seconde guerre mondiale ( voir précédents Echanges sous la rubrique Wildcat -UK ) - Une page d'histoire du mouvement ouvrier : le Socialist Trade and Labor Alliance ( STLA ) - Dans la correspondance, lettre intéressante de DB à ICC - La voie vers le Socialisme (propositions d'une branche locale du SPGB) : critique dans un prochain n° d'Echanges quand ce texte sera publié intégralement.

la lutte contre l'exploitation: les différentes sectes religieuses, les variantes du "marxisme", l'anarchisme, les formes antérieures d'expression culturelle chez les noirs ou les indiens, et bien d'autres encore.

Dans une société qui laminait brutalement les différences tout cela était le moyen à sa portée pour maintenir une identité et forger une solidarité dans un capitalisme agressif et destructif. Ils étaient seulement un outil temporaire pour un combat, une lutte de classe dont l'article ne dit pratiquement rien, ne s'occupant que de ces formes temporaires. La critique de Loren Goldner suit plus ou moins cette même voie mais cependant souligne que le marxisme est "le dépassement de l'antagonisme capitaliste entre le travail et le temps libre vers une sorte d'activité nouvelle qui intégrerait toutes les activités dispersées dans des sphères distinctes". Nous pourrions être d'accord si cette réflexion n'était pas pour Loren Goldner une sorte de pont pour reprendre les idées de Paul Buhle sur la "fusion du radicalisme des réformateurs, des indiens et des noirs dans un nouveau radicalisme américain". Tous deux sont à la recherche d'une "stratégie révolutionnaire ouvrière dépassant la problématique... qui sous-tend même notre meilleure stratégie révolutionnaire"; ils voient dans ces "nouvelles idées" la seule stratégie adéquate pour "combattre la restructuration capitaliste actuellement en cours".

Les autres critiques de l'article de Paul Buhle sont ou académiques ou purement politiques, c'est à dire, de nouveau sur les idées, les structures mais pas du tout sur la lutte de classe dans la société d'aujourd'hui. Allen Hunter commence sa réponse comme suit: " (Buhle) ne reconnaît pas le choix que les gens ont fait dans la voie réformiste plutôt que dans la politique révolutionnaire, c'est à dire dans le calcul que le bénéfice de la voie réformiste était préférable aux ambiguïtés de tentatives de saisir le pouvoir". Hunter touche ici du doigt un point fondamental tout en manquant l'essentiel. Les travailleurs n'ont pas "le choix" entre une voie réformiste ou une "voie" révolutionnaire: quand ils combattent, individuellement, collectivement (en groupes plus ou moins grands), ce n'est pas un choix et ils ne choisissent pas la voie, la dimension, les limites. Ils vont de l'avant selon ce qui leur semble adéquat à leurs intérêts du moment (qui peuvent se modifier en marchant) dans un processus dialectique, utilisant les formes structurelles existantes à leur portée si elles leur conviennent, jusqu'à un point où ils considèrent ce qui est leur intérêt de faire. Après cela, les analystes politiques ou sociologiques peuvent écrire beaucoup mais souvent passent à côté de ce qui était réellement la lutte pour les travailleurs qui s'y sont trouvés impliqués. C'est précisément ce que font tous ces auteurs dans leur "enquête" sur le Radicalisme Américain".

News and Letters 50 East Van Buren, Room 707, Chicago, Ill 60605

n° 11 - juillet 87: la mort de Raya Dunayevskaya, fondatrice du Marxisme-Humanisme.

n° 12 - août 1987 - Grève des infirmières en Californie (Oakland et Berkeley) - grève des mineurs sud-africains.

n° 13 - octobre 1987 - Les menaces de l'agenda Reagan: Bork, contras et guerre des étoiles - Les ouvriers de GM se mettront-ils en grève? - Corée du Sud: les masses en rébellion posent de nouvelles questions - Iran.

Récemment, cette prédiction s'est trouvée confirmée par la grève des mineurs sud africains.

Le gouvernement de Pétorie était confiant dans son pouvoir de réprimer toute éruption du volcan social par la violence de la police et de l'armée. La fraction "progressiste" de la classe dominante en savait plus long sur ce point. Elle avait établi des contacts avec l'ANC bien consciente que, dans un futur pas si lointain, l'apartheid prendrait fin. En août dernier, juste après la grève des mineurs, un journaliste bien informé reportait: " Dans l'ANC et également dans les syndicats ou dans les mouvements politiques régionaux, graduellement une nouvelle génération de leaders noirs apparaît. La plupart sont des gens intelligents qui ont étudié à l'étranger et qui essaient de juger la situation et les possibilités avec du recul et la tête froide. Les sud-africains blancs qui ont récemment eu des contacts avec l'ANC à Dakar ont été, sans aucune exception, profondément impressionnés par la manière dont leurs opposants regardaient sans passion le futur du pays. Cependant, les leaders de l'ANC se demandent s'ils pourront encore longtemps contrôler les jeunes noirs d'Afrique du Sud et les empêcher de recourir au terrorisme". A part le préjugé typiquement classe moyenne que les gens instruits, contrairement à la populace stupide et incontrôlée, sont des observateurs intelligents et raisonnables, ces lignes sont vraies pour l'essentiel.

Pour prévenir des dangers évidents, la classe dominante sud-africaine essaie de créer une classe moyenne noire. Mais il est trop tard pour un tel remède et en Afrique du Sud c'est bien compris ainsi. La situation peut être caractérisée par le mot: impasse. D'un côté, les possibilités de protestations se sont évanouies, d'un autre côté, les occasions d'intégrer la population noire dans l'ordre existant ont également disparu. Selon toute probabilité, l'impasse va faire place à la lutte de la classe ouvrière. Au cours des années récentes, le nombre de grèves a augmenté considérablement. Selon le South African Labour Bulletin, un journal professionnel indépendant, cette tendance s'est amorcée avec la grève à l'usine Ford en 1979. Le nombre de grévistes est passé de 21.000 en 1979 à plus de 170.000 l'an passé (1986). En mai dernier (1987) il y a eu des arrêts de travail autour de Port Elisabeth et de Vitenhage, là où se trouvent les plus importantes usines d'automobiles. Chez Ford 1.400 ouvriers se mirent en grève, 1.900 chez Leyland et 200 chez General Motors.

Cette année (1987) au moins 18 grandes grèves se sont déroulées, impliquant 100.000 ouvriers dans différentes branches d'industries. Le Labour Bulletin attribue l'augmentation du nombre des grèves à la crise économique et politique en Afrique du Sud. " Sur un plan économique, les grèves sont la réponse au bas niveau de revenu des noirs. D'un point de vue politique, elles peuvent être vues comme une partie de la tendance à rompre le statu quo. Cela n'apparaît pas seulement dans les usines, mais aussi dans les écoles et dans les townships. (...) Les ouvriers noirs ne se contentent plus des miettes d'une prospérité économique; ils veulent une part plus grande de la prospérité qu'ils contribuent à créer."

Un autre phénomène se rattache à cela : depuis janvier dernier, l'organisation centrale des employeurs recommande aux industries de négocier avec les syndicats en cas de grève, même si ces syndicats ne sont pas reconnus officiellement, ceci étant bien préférable à des arrêts de travail, qui, de plus en plus fréquemment sont à l'origine de violentes batailles avec la police. De cette façon, les employeurs essaient d'orienter les conflits sociaux dans des voies dont ils puissent garder le contrôle. L'organisation centrale patronale a déclaré : "Si nous considérons la situation dans le monde du travail, le pays est dans un stade transitoire et les employeurs et les syndicats ne peuvent pas atteindre un accord sur les règles à appliquer en cas de négociations. Au lieu de tenter d'imposer un système par en haut, nous devons développer un système par la base. Cela ne peut se faire que si les syndicats sont partie dans les discussions."

La direction des mines a adopté une telle attitude durant la grève d'août 1987, bien que cela ne soit pas apparu en pleine lumière sur le moment. Pourtant, ce que Bobby Godsell - le porte parole officiel de l'Anglo-American, la plus grosse compagnie minière - déclarait ne laissait aucun doute sur ce point : "Ce test (la grève) dont nous faisons présentement l'expérience doit ouvrir le chemin pour définir un cadre dans lequel la communauté blanche des affaires et les travailleurs noirs pourront partager le pouvoir. Dans cette grève, nous ne voulons pas détruire le syndicat. Ce qui importe, c'est de trouver un modèle de négociation dans lequel les grèves seront impliquées bien sûr - qui nous donne la possibilité de les intégrer."

Godsell est un représentant du courant "progressiste" au sein de la classe dominante, qui travaille déjà pour la période qui viendra après l'apartheid. Il pense qu'il sera du devoir de tout employeur sud-africain de permettre aux travailleurs de rejoindre un syndicat et d'admettre que, dans un climat racial comme celui d'Afrique du Sud, de tels syndicats pourront prendre une attitude politique hostile. Néanmoins cela ne signifie pas que les employeurs devront toujours céder aux syndicats. "Notre position dans cette grève sur des revendications de salaires par le NUM nous concerne clairement. Les ouvriers n'obtiendront rien de plus en utilisant simplement la grève. Nous négocions sérieusement et nous voulons tout autant être pris au sérieux par nos opposants" a déclaré Godsell. Il fit cette déclaration à la fin d'une grève dans laquelle spécialement l'Anglo American avait adopté des mesures draconiennes contre les ouvriers. Ceci ne contredit pourtant pas les paroles citées, parce que les employeurs n'agissent pas contre le syndicat NUM mais contre les mineurs.

En mars dernier, le NUM demanda une augmentation de salaire de 55%, ce qui fut rejeté par les compagnies. A dater du 1er juillet, ces compagnies de leur propre chef décidèrent d'une augmentation entre 15 et 23%. Le syndicat refusa d'accepter et revendiqua 30% de mieux. En outre d'autres revendications concernaient les mêmes primes pour travail dangereux que celles accordées aux mineurs blancs; 30 jours de vacances; le vendredi 16 juin, jour de l'anniversaire de l'insurrection de Soweto, comme jour de congé payé. Pour comprendre ces

Reflections on American Politics, Part 10: Culture

(Against the Current - September 1987 - Vol. 10, No. 1, pp. 1-10)

Paul Buhle, l'auteur de l'article ci-dessus, vient de publier un livre "Marxisme aux USA" (Verso Press, Londres) et est co-éditeur d'un autre livre "Révolution de la Gauche Américaine" (Gardner Publishers). Le titre complet du premier livre cité est "Marxisme aux Etats Unis - 1840-1970" (jusqu'à aujourd'hui, remodeler l'héritage de la gauche américaine). Il fait l'objet d'une véritable critique dans *Land and Letters* (sept, novembre 1987) "Paul Buhle entre les racines américaines de Marx" (Fred T. Shelley). Dans le numéro cité de "Against the Current", l'article de Paul Buhle est suivi de deux réponses : "Les limites de la rébellion religieuse" (Allen Hunter) et "Racines du radicalisme américain; la fusion afro-anabaptiste-indienne" (Loren Goldner). Tous ces articles sont en fait plus une discussion entre intellectuels à la recherche des idées qui conduisent les travailleurs à sortir de leur routine quotidienne pour combattre leur exploitation et frayer leur chemin vers une société nouvelle. Ce qu'il écrivent sur la social démocratie, le léninisme, le stalinisme, le trotskysme, etc.. vu des USA peut être juste, mais cela reste bien superficiel. Loren Goldner va cependant plus loin quand il développe l'idée que le succès de ces différentes versions de capitalisme d'Etat (que Paul Buhle identifie quelque peu au "socialisme" et au "marxisme") dans les pays de l'Ouest de l'Europe fut lié à l'existence de formes précapitalistes de l'agriculture: le "gauche" et son idéologie étaient là pour promouvoir la réalisation de la révolution industrielle bourgeoise; son "modernisme" empruntait largement au jacobinisme et jouait un rôle central dans l'évolution vers la domination totale du capital. Aux USA, toutes ces théories furent introduites par toutes sortes d'émigrant mais elles restèrent enfermées dans des sortes de ghettos et ne se répandirent pas parce que l'agriculture (et la classe moyenne qui s'y rattachait) étaient déjà dans des formes capitalistes dès le début. Paul Buhle effectivement ne voit pas que ce qu'il appelle "l'échec" de ces idées en Europe réside seulement dans le fait que la même domination totale du capitalisme est maintenant pratiquement achevée - en partie grâce aux partis de "gauche" et aux syndicats - un succès et non un échec. La tentative de rechercher les racines du radicalisme américain dans d'autres directions que les idées "socialistes" importées est pourtant faussée dès le début pour deux raisons :

- les idées et les structures sont vues comme apportant la conscience et pas du tout comme le produit de la lutte entre les différentes classes de la société.

- le marxisme, identifié comme un système politique et même plus comme l'expression des différentes formes de "capitalisme d'Etat" peut ainsi être rejeté comme ne pouvant absolument pas expliquer la résistance à l'exploitation.

Il est cependant intéressant de suivre l'errance de l'auteur dans l'histoire américaine pour découvrir les racines des formes innombrables de

"Vous posez le problème d'une manière entièrement pratique : qu'est ce que le parti ferait s'il avait derrière lui 45% des membres des conseils et s'il attendait qu'un autre parti (neo stalinien qui s'efforcerait de conquérir le régime) tente de saisir le pouvoir par la force ? Votre réponse est : il faudrait le devancer en faisant ce que nous craignons qu'il fasse. Que sera le résultat définitif d'une telle action ? On doit se poser la question : la lutte du parti tel que vous le proposez pourrait-elle sauver la révolution prolétarienne ? Il me semble qu'elle serait plutôt un pas vers une nouvelle oppression. Les ouvriers ne peuvent prévenir une oppression venant du parti communiste que par le développement et le renforcement de leur propre pouvoir de classe ; cela veut dire la volonté unanime de prendre les moyens de production sous leur contrôle et les gérer. Si les masses laborieuses ne sont pas capables de prendre la production dans leurs propres mains, inévitablement cela aura pour résultat qu'une nouvelle classe dirigeante deviendra maître de la production..."

W. écrit à peu près la même chose que Castoriadis, avec des mots légèrement différents : "Aucun doute que les grèves de masse joueront un rôle important dans la révolution. Mais les révolutionnaires et les minorités militantes devront être prêtes à défier tout organe qui se lèvera pour représenter l'opinion de la majorité des ouvriers. Il sera souvent nécessaire de bâtir des organes de pouvoir ouvrier pour prendre l'initiative de pousser les luttes en avant indépendamment des assemblées de masse qui représenteront la majorité." Nous n'avons rien à ajouter à la réponse de Pannekoek; elle s'applique bien à la situation décrite par W., bien que W. garde dans le brouillard les éléments d'avant-garde définis comme "révolutionnaires et minorités militantes" (y compris bien sûr W.), tout autant que ce qu'ils appellent "le parti communiste", la fraction communiste de la classe ouvrière. Nous ne savons pas du tout la forme réelle que prendrait ce parti dans les idées de W., mais nous savons avec précision d'après ce que développe W. quelles seraient ses positions: exactement celles de n'importe quelle organisation léniniste. Naturellement tout comme W. est "révolutionnaire", la démocratie ouvrière ne peut être qu'une démocratie bourgeoise et méprisée comme telle par ceux qui s'auto-proclament "révolutionnaires vraiment conscients"; HS a développé tout au long de son ouvrage des idées social-démocrates réactionnaires et les ouvriers polonais qui n'ont jamais été au delà du réformisme, du nationalisme et du syndicalisme auraient mieux fait sans doute d'aller se coucher plutôt que d'essayer de combattre de cette façon leur exploitation. Dans la décomposition des organisations gauchistes d'avant-garde, W. essaie désespérément et d'une manière caricaturale d'apparaître comme le pôle de ralliement pour toutes les troupes errantes de l'avant-garde. C'est présentement une activité très commune chez les militants de l'Europe de l'Ouest. Mais la lutte de classe est ailleurs alors même que W. and C. essaient constamment de coller à ses manifestations avec son appareil idéologique périmé.

revendications. On doit se rappeler que les mineurs blancs gagnent 5 fois plus que les mineurs noirs et que les postes qu'ils occupent sont les moins salissants et les moins dangereux.

Le lundi 10 août environ 300.000 mineurs noirs dans tous les secteurs miniers d'Afrique du Sud se mirent en grève. Le NUM leur demanda de quitter le territoire des mines et de retourner à la maison. Ceci pour empêcher les compagnies minières de réduire les mineurs par la famine et parce qu'il craignait la répression violente de la police et des troupes de sécurité. Lorsque, après quelques jours de grève, les ouvriers s'aperçurent que les troupes de sécurité restaient à une certaine distance des mines et que les cantines des mines continuaient à distribuer de la nourriture, la plupart d'entre eux ne retournèrent pas à la maison. D'autres suivirent les consignes syndicales, particulièrement dans les mines où il y avait habituellement beaucoup de violence ou parce que dès le début de la grève violence et intimidation furent utilisées pour la briser. Par exemple il y eut une mine d'or où les mineurs furent obligés de rentrer dans la mine fusils braqués dans leur dos. Dès qu'ils furent au fond, pourtant, ils commencèrent immédiatement la grève sur le tas.

Après une semaine de grève, le NUM fut invité à discuter le problème de la violence croissante. Le lundi 17 août. Au cours de ces discussions, les compagnies déclarèrent que les "foyers" de mineurs resteraient "normalement accessibles" aux ouvriers, dirigeants et aux syndicalistes. En contrepartie, ni le syndicat, ni les ouvriers n'useraient de violence contre les jaunes. Pourtant, dans la première semaine de la grève, les troupes de sécurité des mines étaient entrées dans les foyers d'ouvriers pour des démonstrations de force. C'était bien connu que beaucoup de mineurs habitaient là alors que leurs femmes et leurs enfants vivaient au loin dans les parties stériles de l'Afrique du Sud que l'on a baptisées "homeland" ou même dans d'autres pays comme le Mozambique par exemple.

Alors que les discussions suivaient leur cours, le mardi 18 août, la police intervint de nouveau violemment dans une mine en Orange Vrijstaat, tirant et dispersant la foule à coups de fouet. Le NUM rompit alors les pourparlers. Une autre méthode de pression des compagnies minières fut la menace de licenciement des grévistes. Certaines compagnies commencèrent à s'engager dans cette voie: Anglo-American, le jeudi 20 août, ferma le puits de la mine d'or Vaal Reef et licencia 2.000 mineurs; dans la seconde semaine de la grève, les licenciements s'étendirent. Le vendredi 21 août Anglo-american licencia encore plus de 4.000 ouvriers. Selon le NUM, 10.000 mineurs avaient perdu leur emploi à ce moment. Anglo-American annonça alors qu'elle licencierait 44.000 mineurs de plus s'il n'y avait pas de reprise du travail le lundi 24 août.

Au cours de la troisième semaine de grève, les employeurs invitèrent une fois de plus le NUM à négocier. Anglo-American déclarait qu'elle voulait montrer sa "bonne volonté" en reculant d'un jour la date fixée pour le licenciement des 44.000 mineurs. Au cours de ces entretiens, les revendications de salaires

furent à peine discutées, parce que les dirigeants patronaux s'y refusaient. Les points de discussion furent des primes supplémentaires pour les vacances et le paiement d'indemnités en cas de mort par accident: les deux feraient l'objet d'augmentations. Le syndicat abaissa sa demande concernant les salaires à 22%. Le jour suivant le président du NUM déclara que les ouvriers à l'unanimité avaient rejeté les propositions patronales et voulaient continuer la grève.

La fédération patronale était très déçagée et déclara que le NUM "de toute évidence n'avait pas été capable de convaincre ses membres que l'offre patronale devait être acceptée". Le NUM n'avait donné aucun avis aux mineurs s'ils devaient accepter ou non parce que les dirigeants syndicaux étaient eux-mêmes profondément divisés. Le jour suivant les employeurs licencièrent un grand nombre de mineurs; au total, plus de 50.000 d'entre eux se retrouvèrent sur le pavé.

Craignant d'autres mesures draconiennes de la part des patrons notamment d'autres licenciements, le NUM signa finalement le dimanche 30 août l'offre de la direction des mines, qui était moins favorable que celle du mardi précédent. L'augmentation de salaires était de 23,4 %, la prime de vacances et les indemnités d'accident mortel augmenteraient aussi mais moins qu'il n'avait été avancé pendant les pourparlers précédents.

Immédiatement après la grève, la question fut discutée de savoir si les mineurs avaient perdu ou non. Steenkamp, le président de la Chambre minière d'Afrique du Sud déclara qu'il espérait que dans le futur, il y aurait plus de réalisme des deux côtés. Les employeurs avaient appris que le mouvement syndical était puissant et avait des capacités organisationnelles et de la fermeté. D'un autre côté, continuait Steenkamp, le mouvement syndical a appris que les employeurs peuvent se montrer flexibles, mais aussi qu'ils savent définir leurs limites et s'y tenir. Ramaphosa, le président du NUM déclara: "Ils n'ont pas gagné et nous n'avons pas perdu. Nos membres ne considèrent pas cela comme une défaite."

Comme nous pouvons le voir, les mineurs ne furent pas battus. Au contraire, un pas important a été franchi dans la lutte contre l'apartheid, dans la lutte pour l'émancipation des ouvriers noirs. Une des plus importantes caractéristiques de la situation en Afrique du Sud est la ressemblance des relations économiques dans ce pays avec celles des pays d'Europe et des USA, bien que les relations politiques et sociales y soient bien moins développées. En Afrique du Sud, le mouvement syndical a encore un rôle important à jouer dans la lutte pour l'émancipation politique. Dans cette grève, le résultat fut que les mineurs obtinrent une augmentation de salaires totale de 45%. Ils réalisèrent pourtant que leur pouvoir n'était pas assez fort pour obtenir la satisfaction de toutes leurs revendications. C'est pour cela qu'ils acceptèrent finalement la décision du NUM de terminer la grève.

En Europe ou aux USA il est bien rare qu'une grève se termine sur ordre syndical sans protestations de la base, parce que les syndicats n'ont plus guère de sens dans les luttes ouvrières. Pour les mineurs d'Afrique du Sud l'augmentation

fut pas du au hasard mais délibéré. Ils sont là pour illustrer la conception de W. sur les "grèves de masse" comme "résultat de l'action de minorités" et sur les "minorités révolutionnaires ignorant les décisions des majorités". C'est un autre aspect de la position de W. privilégiant les activités politiques séparément des activités sociales. Nous nous concentrerons sur ces activités sociales parce que, comme nous l'avons dit, nous considérons qu'elles conditionnent les activités politiques. Nous pouvons comprendre aisément pourquoi W. pense le contraire: les "minorités" de W. doivent avoir une activité politique avant toute chose pour "prendre la tête en faisant ce qui doit être fait"; ces "minorités" doivent donc définir les "besoins", les actions et les moments, elles requièrent seulement de la majorité "de ne pas s'opposer activement à elles", elle défieront les "décisions démocratiques de la majorité" au mieux, elles "appelleront la majorité à participer". Quelle plus belle définition de l'activité politique, ou pour en revenir à la Pologne que faisait d'autre Solidarité et l'avant-garde politique qui en faisait partie vis à vis des ouvriers polonais. Bien sûr, W. répondra: ils étaient des réformistes et nous sommes des révolutionnaires! (comme si la considération de la violence était la garantie d'une activité communiste révolutionnaire.)

Considérant les luttes sociales, le point essentiel de la critique de W. c'est quand est posée la question de "comment résoudre les désaccords entre travailleurs" ce qui entraîne la réponse de l'appel de W. "aux minorités révolutionnaires d'ignorer les décisions démocratiques parce que, en tant que communistes ils soutiennent toute tendance qui va vers le communisme"; en termes plus simples parce que W. et ses membres se décernent eux-mêmes l'étiquette de bons communistes capables de décider pour les ouvriers.

Le problème est aussi vieux que le capitalisme pour ne pas remonter trop loin dans le passé, la même discussion a pris place en 1954 dans une correspondance entre Chaulieu (Castoriadis) et Pannekoek, sur l'activité du groupe Socialisme ou Barbarie. Chaulieu (Castoriadis) pouvait écrire à Pannekoek:

"(Dans une période révolutionnaire) la classe ouvrière... ne sera pas une classe différente de celle qui existe aujourd'hui: elle aura fait un énorme pas en avant, mais, pour reprendre une expression célèbre, elle portera encore sur les flancs les stigmates de la situation dont elle procède. Elle sera en surface dominée par des influences hostiles, auxquelles au départ ne s'opposeront que sa volonté révolutionnaire encore confuse et une avant-garde minoritaire. Celle-ci devra par tous les moyens compatibles avec notre idée fondamentale de l'autonomie de la classe ouvrière agrandir et approfondir son influence sur les Conseils, gagner à son programme la majorité. Elle aura peut-être à agir avant: que devra-t-elle faire si, représentant 45% des Conseils, elle apprend qu'un parti neo stalinien se prépare à prendre le pouvoir pour le lendemain? Ne devra-t-elle pas tâcher de s'en emparer immédiatement?"

Dans sa réponse, Pannekoek rejetait complètement cette idée d'une action d'avant-garde:

dans ces situations , de nouvelles formes de domination surgirent de la lutte elle même pour tenter de maintenir la domination du capital. Le presidium du MKS, puis Solidarité était de ces formes .Celles ci étaient engagées dans un double processus dialectique , avec la base ouvrière d'un côté , avec la classe dominante de l'autre .Quand Solidarité essaya de se faire reconnaître par cette classe dominante comme une structure valable dans le système ,il avait besoin en même temps d'être reconnu comme tel par les travailleurs. Ce n'était pas du tout le cas .Les soit-disant ouvriers "réactionnaires " essayaient d'imposer leurs propres vues du travail et de la société; peu importe ce qu'elles étaient, c'était les vues de leurs propres intérêts et le fait qu'ils trouvaient chaque fois devant eux à la fois Solidarité et la classe dominante suffisait pour les faire considérer comme un danger réel et par conséquent à rendre Solidarité inutile. La classe dominante devait recourir à une forme de domination directe par un coup d'Etat. Pour W. les ouvriers polonais , en dépit de "quelques gains de la lutte " ne parvinrent jamais à "une véritable conscience révolutionnaire ". Ils ne dépassèrent jamais le reformisme , le nationalisme et le syndicalisme .Pour W. ce fut quand S. avait fait tout ce qu'il pouvait pour faire dérailler le mouvement que la classe dominante fut capable de restaurer l'ordre. Ici non plus , nous ne comprenons pas : si Solidarité avait réussi à faire dérailler le mouvement quelle était alors la nécessité d'un coup d'Etat? D'un autre côté , si Walesa exprimait comme le dit W. exactement la conscience de la masse des ouvriers "pourquoi cette constante opposition entre la base et l'appareil de Solidarité tout le long de ces mois de lutte ? Parce que , contrairement à ce qu'il affirme par ailleurs , W. considère que la conscience doit venir avant l'action; c'est évident que W. considère "la cause de l'échec : l'absence de conscience de classe" et regrette que les ouvriers polonais n'aient "fait aucune tentative pour étendre la lutte hors de Pologne "Les tentatives par des travailleurs en grève d'étendre leur lutte doivent être considérées dans le contexte général du rapport de forces; elles peuvent réussir ou échouer et l'extension d'une lutte ne dépend nullement finalement de telles tentatives ou de la conscience que les travailleurs peuvent avoir de la nécessité de cette extension . Dans les luttes les plus importantes , l'extension de la grève fut pratiquement un phénomène spontané laissé à la décision des travailleurs impliqués dans cette extension (c'était la démocratie et pas l'action d'une minorité )

: :  
: :

Nous voudrions en dire plus sur la "démocratie " pour tenter d'éclaircir les idées de W. pas seulement au sujet de la Pologne mais au sujet des luttes .Il y aurait beaucoup à dire sur l'affirmation de W. que "les luttes les plus significatives qui ont eu lieu dans le monde depuis 1981 ont été particulièrement non-démocratiques ". Nous ne discuterons pas ce point de vue parce que les exemples cités par W. nécessiteraient à eux seuls de longues discussions distinctes .Nous voulons seulement souligner que le choix de W. ne

des salaires était l'issue centrale , mais une des conséquences de la lutte est que l'abolition de l'apartheid est soudain apparue beaucoup plus proche .

## G R A N D E    B R E T A G N E

"To the bitter end "- Grève des mineurs en Grande Bretagne (mars 1984-mars 1985) (H.Simon -Acratie - en français - disponible à Echanges )

Lettre d'un camarade espagnol (24/11/87)

"...je suis d'accord avec ce qui est dit quant aux différents niveaux d'analyse dans cette grève des mineurs .C'est à dire les contradictions au sein de l'appareil bureaucratique (gauche et droite syndicale) , le procès d'adaptation du NUM aux nouvelles nécessités du capital et les tendances de base .De toute manière ce que je trouve un peu en défaut est l'analyse des contradictions qui sont soulignées ( p 83 ) dans l'ensemble de la classe ouvrière britannique et qui ont été les raisons d'un manque de solidarité réelle avec les grévistes mineurs de la part du reste des travailleurs . Evidemment , ce qui est dit est vrai :si les dockers ,électriciens , cheminots , routiers ,etc... ne se sont pas mis en grève cela est dû au fait qu'ils n'y "voyaient " pas leur intérêt.Mais je pense que cela n'est pas suffisant pour expliquer toute la dimension de ces contradictions .Je crois qu'il faudrait faire porter l'analyse au-delà des faits au sens d'essayer d'expliquer pourquoi existe cette fragmentation d'intérêts , comment elle est produite , vécue par les travailleurs et quelle est son rôle dans la mutation de la subjectivité prolétarienne . Car je pense que , quand nous parlons de la classe ouvrière , je ne sais pas jusqu'à quel point nous ne parlons que d'un concept ( d'un sujet social ) de plus en plus éloigné de la réalité sociale quotidienne .C'est à dire , on pourrait dire que "classe ouvrière" , en fait répond à une notion réelle mais empruntée à un niveau d'abstraction qui trouve difficilement sa correspondance avec la réalité fragmentaire quotidienne des prolétaires à laquelle correspond plutôt des intérêts "groupusculaires " ou sectoriels , ou même corporatistes .C'est sûr que cela a toujours été vrai dans l'histoire du mouvement ouvrier , mais je pense que dans la phase de la domination totale du capital- ce qui est souligné à propos des "réponses " prolétariennes à la grève- nous assistons à la dissolution des éléments d'agrégation de classe du passé , c'est à dire à la dissolution de la socialité fondée sur le capital ascendant et en même temps des formes de résistance qui lui sont opposées .

D'ailleurs , je crois , comme il est dit dans le texte, que le plus important réside dans l'affirmation des tendances à l'auto-organisation apparues dans la lutte et pas seulement restreintes aux mineurs mais à l'ensemble des activités de la vie quotidienne ( de la survie ) pendant la grève.Mais je me pose la question, depuis quelque temps de savoir si ces expériences autonomes expriment quelque chose d'autre qu'une manifestation de mécontentement entre la base et la

bureaucratie au sein des syndicats et entre prolétariat et Etat en général. On trouve partout la même chose : des initiatives spontanées d'hommes et de femmes qui font prévaloir leurs intérêts mais jusqu'au point où les dirigeants sont en mesure de leur offrir des "solutions". En fait, la dynamique est presque toujours la même, le conflit éclate, provoqué par des initiatives de base et puis la lutte débouche sur la voie assemblée de plus en plus formelle qui ne dissimule même pas la croyance dans le principe de la délégation aux leaders traditionnels ou bien à de nouveaux "leaders" apparus au cours de la lutte. C'est ce qui s'est passé dans la grève des cheminots français, pour donner un exemple plus récent, pour se référer à un autre texte où il est dit que la bureaucratie avait pris le contrôle du mouvement parce que l'action de base avait renoncé à aller plus loin. La question que je me pose, c'est de savoir pourquoi et à quoi obéit le fait qu'un mouvement de base à un certain moment de la lutte laisse aller les choses sous le contrôle des bureaucrates parce que c'est une situation qui se répète partout. Je ne sais pas si l'on devrait définir le mouvement de base comme un symptôme de la tension toujours présente entre la base et les dirigeants et qui, la plupart du temps, tend à rétablir les connections en vue d'un "parfait" fonctionnement entre les institutions de la société capitaliste. Je pense qu'il s'agit d'une tendance très présente dans la conscience des gens au sens de concevoir tout ce qui dépasse leur environnement immédiat (microcosme) comme quelque chose d'étranger. Cette même "étrangeté" fait que tous les problèmes macro-sociaux sont déplacés comme faisant partie du domaine réservé, en tant que "problèmes généraux" aux professionnels du "général", de la haute politique, etc... Je crois que c'est ce qui se reproduit dans le mouvement autonome, quand la lutte devient plus ou moins généralisée, ou dure dans le temps, avec beaucoup de tâches à développer, le détachement d'un nombre de plus en plus grand d'individus et qui exprime ce qu'on pourrait appeler les contradictions de l'autonomie : l'autonomisation des individus et leur récupération du "temps pour soi" affaiblit le mouvement. Je me souviens de ce concept du "temps pour soi" exprimé dans un texte sur la "crise sociale et politique en Grande Bretagne"; je le trouve très intéressant et pouvant aider à expliquer la dialectique des contradictions de l'autonomie de classe. Car, c'est, je crois, cette récupération du "temps pour soi" qui fait se détacher le prolétaire des tâches du mouvement quand la lutte apparaît coupée du quotidien (enfermée dans l'entreprise ou dans un secteur quelconque ou quand la grève devient une activité qui requière beaucoup de temps des grévistes). C'est pour cela que le plus intéressant dans la grève des mineurs réside dans le fait que la lutte se soit transformée en une façon de vivre, une "autre façon de vivre" qui reste comme une possibilité ouverte sur le futur. D'ailleurs, p192, il est dit que la recomposition de classe qui découle du procès de restructuration des mines apportera aux mineurs des conditions semblables à celles des autres travailleurs qui ont déjà subi les restructurations. C'est vrai mais cette "unité objective" devient-elle une unité pratique et subjective de la lutte par le fait même de son objectivité? J'en doute. En fait, à mon avis, la

domination capitaliste W. apparemment manque de voir qu'une société de classe est définie avant tout par des relations de production; nous pouvons voir ici quel est le sens des paroles de W. que la "minorité soit prendre la tête en faisant ce qui doit être fait... bien avant dans la période révolutionnaire"; est ce que cette minorité se substituera à l'Etat pour assumer ses fonctions et imposer éventuellement à la majorité "ce qui a besoin d'être fait"? Nous devons dire que notre position est à l'opposé de celle de W. Pour nous, le problème essentiel n'est pas de battre l'Etat par une insurrection mais de détruire l'Etat en mettant en oeuvre des relations communistes de production (destruction de la valeur) et, en même temps détruire l'Etat (et non le battre) pas comme une pratique distincte, mais comme la conséquence de la même activité pratique. Naturellement cette destruction de l'Etat pourra impliquer une violence, pas une violence directe contre, mais la violence nécessaire pour répondre aux tentatives de détruire l'organisation de la société dans laquelle "chacun prendra en charge ses activités sociales". L'organisation de la lutte sera en même temps l'organisation de la société, pas comme une activité séparée contre un aspect ou un autre de la société capitaliste. Toutes les luttes citées doivent être considérées de ce point de vue et pas selon leurs caractères contingents et limités. Vues de cette façon, les luttes polonaises, parce qu'elles étaient une tentative de répondre à tous les problèmes d'une société, étaient, contrairement à ce qu'avance W. plus révolutionnaires que toutes les émeutes citées. La Pologne fin 70 début 71 offre un bon exemple de la différence entre luttes sociales et luttes politiques : les combats de rue réprimés avec la dernière violence ramenèrent les ouvriers dans les usines; les occupations d'usines eurent beaucoup plus de conséquences socialement et politiquement que les attaques contre les sièges du parti. Ce dernier point ne doit pas être considéré comme une distinction arbitraire entre luttes politiques et luttes sociales : C'est W. qui fait une telle distinction et nous avons dû schématiser pour préciser notre position. Nous savons que dans la pratique les choses ne sont jamais ainsi en blanc et noir. Ce que le livre sur la Pologne essayait de faire n'est pas du tout ce que W. a essayé d'y découvrir: quelque projet révolutionnaire ou quelque tendance sur laquelle apposer son système d'idées sur le communisme et la révolution. Le livre essayait d'analyser une succession complexe d'évènements et de montrer ce que la lutte pouvait avoir en commun avec les luttes passées et ce qui pouvait s'y dégager de nouveau. Il ne dissimulait en aucune façon que les luttes s'y développaient dans un faisceau de contradictions. Il est peut être utile d'en résumer les points essentiels : les ouvriers polonais se mirent spontanément en grève pour des raisons économiques, purement matérialistes. Dans la plupart des usines en grève, tous les travailleurs étaient impliqués, pas une minorité; il n'était pas question de démocratie parce que l'action en elle-même était la démocratie. La dimension et la durée du mouvement de lutte devint une menace pour l'économie du pays, pour le gouvernement et en arrière plan de la Russie; c'était aussi une menace pour le capitalisme dans son ensemble. Comme toujours

schématisme hors de leur contexte : les travailleurs peuvent être contre la grève parce que c'est de leur intérêt à ce moment de ne pas la faire. Les situations dans la lutte de classe ne sont ni réactionnaires, ni révolutionnaires, elles sont et quand une grande majorité des ouvriers est contre quelque chose c'est que cette majorité a une raison commune pour cela. Ce n'est pas une question d'approuver ou de condamner, mais une question de comprendre et d'expliquer.

Nous avons souligné le mot insurrection parce qu'il est significatif de la position de W. et dans la critique du livre, de la différenciation que fait W. entre luttes sociales et luttes politiques. Le langage de la critique est toujours politique mais cela est plus souvent dissimulé derrière un vocabulaire de lutte sociale et de lutte de classe. Pour pouvoir développer cette argumentation sur l'insurrection conduisant à la "révolution prolétarienne" W. de nouveau doit présenter le livre sur la Pologne comme une défense des "organes démocratiques", des "délégués démocratiquement élus" etc... W. devrait lire plus soigneusement. Ce que W. cherche n'est pas la lutte sociale ou la révolution sociale mais l'insurrection politique séparée des luttes sociales. Nous découvrons ici l'étalon avec lequel W. mesure ce qui est "plus" ou "moins révolutionnaire". Insurrection est le mot clé : "les quelques dernières années d'émeutes en Egypte, Tunisie, Maroc, Amérique Latine, Zambie, Grande Bretagne, Japon et Allemagne de l'Ouest et par dessus tout les luttes en Afrique du Sud ont eu un plus grand potentiel révolutionnaire que la grève de masse polonaise, bien qu'aucune d'entre elles n'aient impliqué une majorité de travailleurs". Toutes les luttes citées appellent pourtant des problèmes bien différents que cette question de démocratie; leur contenu social est si différent que c'est une mystification totale de les mettre dans le même panier de l'insurrection politique. Une grève sans aucun contenu politique peut avoir des conséquences politiques sérieuses et une émeute avec un contenu politique évident peut n'avoir aucune conséquence politique. Qu'ont en commun des émeutes dans des pays arriérés comme le Maroc ou la Tunisie avec les émeutes d'Angleterre; ce que W. appelle des émeutes en Allemagne de l'Ouest, qu'ont elles de commun avec avec l'émeute de Tottenham à Londres. W. peut ainsi décider quelles luttes ont "un potentiel révolutionnaire" parce qu'il les étiquette grèves politiques. W. ne suggère même pas que ce potentiel révolutionnaire pourrait venir de la conséquences des luttes sur le taux de profit et l'accumulation du capital (il leur faudrait bien alors revenir aux luttes polonaises entre autre). "Ceux qui ont affronté le choc de la répression policière n'ont guère besoin du conseilisme pour leur dire qu'il faut beaucoup de monde pour battre l'Etat". Qui dit que les ouvriers "ont besoin du conseilisme" ; seulement W. obsédé par l'idée que les ouvriers "ont besoin" de quelque chose qui doit être fait ou être dit. Mais le plus intéressant dans cette phrase est que pour W., l'essentiel est de "battre l'Etat", pas la destruction de la valeur ou autre chose comme si l'Etat n'était pas le cadre répressif du capital et comme si sa simple destruction écarterait automatiquement la

recomposition de la classe ouvrière et de la société prolétarisée en général crée des fosses très profonds entre les diverses conditions "objectives" des travailleurs en raison de leur attachement à la technologie plus développée ou à des secteurs subsidiaires, etc... C'est à dire que le lien avec la technologie recompose la classe ouvrière d'une manière très hiérarchisée selon les conditions concrètes d'activité. Du point de vue général les conditions de travail et de vie des travailleurs sont les mêmes, mais dans la pratique quotidienne, les conditions réelles sont très différenciées par exemple entre un ouvrier spécialiste sur les ordinateurs ou dans un processus automatisé de production (avec un boulot plus stable et relativement bien payé) et un travailleur "précaire", un chômeur, etc... Je crois qu'il faut prendre en compte cette nouvelle recomposition /décomposition du prolétariat selon la nouvelle organisation du travail qui découle de l'application des technologies développées. La question que je pose est la suivante : si, d'un côté, la domination totale du capital unifie les intérêts du prolétariat, puisque la domination est liée à une prolétarianisation très poussée, de l'autre jusqu'à quel point cette domination fondée sur l'application des hautes technologies n'impose-t-elle pas des conditions objectives visant à rendre impossible la convergence pratique des intérêts apparaissant dans les univers fragmentaires ou nous mêmes prolétaires nous vivons ?

Paper boys -Accounts of picketing at Wapping

( sans auteur, sans adresse, demander à Echanges )

Pour ceux qui n'ont pas eu l'opportunité de lire régulièrement "Picket" durant le combat d'une année autour de Wapping ( voir Echanges n° 47, 48 et 49-50) cette brochure donnera une vue exacte décrite par un participant à cette longue lutte et de ce qui était en cause pour tous ceux qui se sont trouvés impliqués dans cette tentative difficile de briser le cercle de fer de la police, du gouvernement, des patrons et des syndicats. Nous pouvons y voir comment s'organisèrent spontanément de petits groupes d'action dans la lutte elle même et combien était riche cette réponse spontanée aux forces répressives. Même si le langage simple de ce texte nous apporte la vie réelle de ce combat quotidien ou plutôt bihebdomadaire, nous n'avons pu nous empêcher à sa lecture de voir derrière ces mots ordinaires, notamment dans la préface, quelque tendance politique dissimulée. Nous aurions attendu de cette préface quelque analyse de la montée des caractères autonomes de la lutte comme ils apparaissent dans le récit lui même. Au lieu de cela, nous trouvons des mots assez lourds de sens du genre "bons activistes", "prolétariat réel", "hérosisme dans les batailles", "nous deviendrons le plus puissant groupe dans le pays", "Proletariat réel ou bien avant-garde cachée ? La réponse viendra d'autres luttes mais cela pourrait être bien différent même si cela répond à la question ambiguë posée dans la préface : " De quelle sorte d'organisation avons-nous besoin ? ". Organisation pour qui ?

Counter Information c/o 43 Candlemaker Row (Pigeonhole 81) ,Edinburgh , Scotland  
n° 17 - nov -dec 1987 - en anglais - Révolte dans les prisons- Grèves à Moat  
House Hotel (Liverpool ) , Sari Fabrics (London ) , infirmières (Royal  
Edinburgh Hospital ) , mineurs ( Lancashire ) - Occupation de 42 heures à  
Salford Plastic ( Manchester ) pour empêcher le déménagement de machines .

Solidarity c/o 123 Latham Road - London E 6- A journal of libertarian socialism  
n° 16 - Printemps 1988 - en anglais -Trotskysme : la révolution trahie -Ce  
numero publie sous ce titre un extrait d'un rapport d'une commission du comité  
International de la 4eme Internationale sur la corruption dans le Workers  
Revolutionary Party (WRP leader Gerry Healy ) .Ces pages sont précédées d'un  
commentaire bien venu dont nous donnons la conclusion:"Nous ne pouvons pas  
accepter l'attitude selon laquelle il serait nécessaire de soutenir ou de  
garder le silence sur la torture ou l'exécution de dissidents dans le but  
d'accroître les fonds versés au parti; ou bien que des gens ordinaires soient  
simplement là pour être trompés , manipulés ,exploités et sacrifiés aux  
intérêts du parti-souvent incarné dans son leader .Les symptômes développés par  
le WRP expriment dans une forme extrême les attitudes fondamentales d'une large  
section de la gauche autoritaire et c'est également vrai ici et là actuellement  
dans les sociétés qu'ils ont ou voudraient contribuer à créer ."C'est aussi  
vrai que cet amoralisme surgit de l'idéologie léniniste et implique la négation  
de toute relation entre la fin et les moyens .L'analyse devrait pourtant aller  
plus loin dans les racines mêmes de la société capitaliste; le léninisme fut  
l'idéologie pour l'édification d'une société bourgeoise et un État bourgeois .Il  
n'est donc pas surprenant de trouver chez tous les supporters de cette idéologie  
la même sorte d'amoralisme pratique pour la protection de l'élite c'est à dire  
de la société de classe , de la domination sur les gens ordinaires ,c'est à dire  
de l'exploitation et que nous pouvons voir partout dans la société actuelle (le  
rapport complet de ICPI peut être obtenu de Solidarity pour 5 livres , environ  
50 F ) .-Dans le même numero revue de livres : Winning the battle but losing  
the war (Barbara Ehrenreich , Elisabeth Hess et Gloria Jacobs-Remaking Love ,  
the Feminisation of Sex -Fontana ) -Le double jeu de l'appareil polonais  
(Teresa Toranska -ONI ,Stalin's Polish Puppets -Collins Harvill - voir critique  
dans un précédent Echanges )

1987 : émeute au carnaval de Notting Hill

Petite brochure en français - sans adresse

Voici l'opinion d'un habitant de Notting Hill sur ce texte :

"Le texte est très bon .Ce qui est particulièrement bien venu est l'analyse du  
rôle des "leaders "noirs et des organisateurs du carnaval dont on ne parle guère  
habituellement .Quelques remarques pourtant :

Il n'est pas exact de dire que le carnaval de 1987 marquait un progrès par  
rapport aux autres années par la disparition des affrontements inter raciaux  
 .Il n'y a jamais eu de confrontations de ce genre ( par exemple ce qui est dit

le livre , il n'y a rien de plus à ce sujet que les faits et à leur sujet il  
n'est exprimé ni satisfaction , ni regret .Ces faits existent , rien de plus  
 .W. a besoin de les écarter avec un jugement de mépris faisant d'une pierre deux  
coups .W. rejette le procès dialectique des événements entre la démocratie des  
ouvriers exprimée dans la défense de leurs propres intérêts et la démocratie  
bourgeoise des " élites " du MKS et cela lui permet de placer ses propres idées  
sur les idées réactionnaires de la démocratie ouvrière polonaise assimilée à la  
démocratie bourgeoise; W. peut introduire alors ses propres conceptions du rôle  
des minorités ( une bonne élite opposée à une mauvaise ) .

En développant son idée sur la "minorité communiste " qui "restera une minorité  
bien avant dans la période révolutionnaire " W. fait de la corde raide : "Il n'est  
pas question d'une minorité injectant la conscience de classe de l'extérieur...  
mais l'idée qu'elle doive se limiter à "accélérer "la lutte de classe par  
crainte de se substituer à la classe est aussi réactionnaire que le  
substitutionnisme lui-même parce que cela conduit cette minorité à abandonner  
son rôle d'avant-garde pour un suivisme de la lutte de classe existante et de la  
majorité non-communiste ."Nous avons entendu cela souvent dans le passé ;W.y  
ajoute seulement quelques filets de plus pour l'empêcher de tomber dans le  
marais léniniste . Partout le "parti communiste " est partie de la classe  
ouvrière, partout, la minorité communiste ( quelquefois insignifiante , peu  
importante ) prend la tête ( ou essaie ) en faisant "ce qui a besoin d'être fait  
", partout cette minorité essaie de ne pas "injecter " mais de faire plus  
"qu'accélérer " et partout , toute autre réalité est tout juste "réactionnaire".

Tout cela n'est pas le produit du hasard .Au cours des 20 dernières années ,  
beaucoup de groupes d'avant garde , et présentement W. ont suivi cette voie  
étroite et tenté de cacher leur pensée réelle derrière des jeux de mots ,  
accroissant leur propre confusion .Si nous considérons la lutte de classe dans  
les pays capitalistes de l'Ouest , nous pouvons voir que les travailleurs  
rejetent de plus en plus le léninisme et en général les idées avant- gardistes  
et essaient de tracer leur propre chemin .Les soit-disant "militants " souvent  
essaient d'habiller les vieilles idées de nouveaux habits .C'est pour cela que  
 , bien que soutenant que dans la démocratie ouvrière , chacun doit prendre en  
charge la totalité des activités sociales " , W. rejette comme bourgeois et  
réactionnaire "le droit (pour les ouvriers polonais ) d'intervenir directement  
dans toute décision prise par -dessus leur tête". On voit aisement pourquoi avec  
les idées de W. sur la "minorité " . W. pousse son point de vue plus loin : " Il  
n'est pas vrai que la majorité de la classe ouvrière doive activement soutenir  
l'insurrection initiale .Tout ce qu'on lui demande , c'est de "ne pas s'y  
opposer activement"Nous sommes très loin de "chacun prenant en charge ..."Ainsi  
 , dans toute lutte , quelques uns ( quelle minorité ? ) décidera du moment , de  
l'activité , de toute chose pour autant que la majorité reste passive .Et de  
nouveau apparaît le vieil argument que si "un meeting de masse vote pour les  
jaunes ...nous (W.) soutenons les minorités qui défient ces décisions  
démocratiques " .Comme si c'était possible de mettre les situations dans un tel

positions de W. prend une autre forme quand ,après avoir reconnu que "l'action précède la conscience ", W. peut écrire que "la grève de masse est le résultat d'une préparation par les minorités " ou bien que "la minorité prendra la direction en faisant ce qui doit être fait " .( Qui décidera de ce qui doit être fait et quand ?)

Ce dernier point mérite plus de développements parce qu'il est le fil d'Ariane de l'analyse de W. et certainement de ses positions générales .Nous avons essayé de comprendre la raison de cette contradiction : d'un côté la définition de la démocratie comme une situation dans laquelle chacun prend en charge ses activités sociales , de l'autre , l'importance donnée à cette minorité communiste qui "tend à émerger des grandes luttes "mais " qui restera une minorité bien avant dans la période révolutionnaire " et que W. définit comme le "parti communiste ".Devons-nous comprendre que cette démocratie communiste est définie comme un futur et pas du tout pour maintenant? La seule explication est que pour W. elle n'existera que lorsque chacun sera conscient.Présentement , il est évident que pour W. la majorité des travailleurs dans leur vie quotidienne et dans leurs actions toujours limitées ne peut être caractérisée que par "une absence de conscience de classe ".Nous devons comprendre que pour W. ce qui est survenu en Pologne n'est qu'un exemple de plus de ce qui arrive dans la plupart des luttes .W.écrit : "Il n'est point besoin de chercher ailleurs une analyse du talon d'Achille de la classe ouvrière polonaise - ses idées réactionnaires - pour expliquer pourquoi la classe dominante fut victorieuse ".Nous ne comprenons pas très bien (si pour W. l'action précède la conscience et si les ouvriers polonais étaient totalement dominés par des "idées réactionnaires " pourquoi ont -ils finalement posé un tel défi à la classe dominante polonaise et à tout un système d'exploitation?C'est un cercle vicieux et naturellement , seule une minorité consciente peut le briser.Cela n'empêche pas d'ailleurs de voir dans l'action des ouvriers polonais ( comme dans toute action ouvrière ) l'action d'avant -garde d'une minorité et d'être très déçu parce que cela n'a rien amorcé : " en Pologne , les ouvriers ne firent aucune tentative d'étendre leur lutte à l'extérieur ".Une phrase comme cela est révélatrice des profondes divergences avec W.Les idées de W. sur les minorités sont encore plus clairement définies par cette phrase : "Dans la lutte de classe , fréquemment , les actions des prolétaires combattifs précèdent leurs idées. La démocratie... consiste alors à poursuivre les actions nécessaires" mais cela n'ajoute rien de plus à ce que nous avons déjà dit .

Pour en revenir à la Pologne W. donne sa propre - et inexacte à notre avis - description des événements de juillet et août 1980 : "Les grèves de masse n'engagèrent pas d'abord tous les ouvriers . Elles furent le résultat de la préparation , par des minorités ".Ou étaient alors les minorités en Pologne ?Ou devons -nous comprendre que le manque de conscience des ouvriers polonais était dû au fait qu'une minorité n'avait pas contribué à la préparation de la grève ou encore qu'une "minorité communiste " ne s'était pas dégagée de la lutte ?W. writes que "HS se plaint des conceptions élitistes des leaders du MKS " .Dans

des pick pockets contre les "touristes " ne me paraît pas exact ) .Même lors de la grande émeute de 1976 il y eut très peu d'incidents entre noirs et blancs , pas même contre les commerçants d'origine asiatiques ( les boutiques étaient attaquées sans aucune discrimination raciale ) . Selon certains témoins , s'il y eut quelques incidents de noirs agressifs contre des blancs , leur faible nombre ne permet aucune généralisation.

Antony Leward , un noir mort dans le commissariat de Notting Hill était une personnalité locale estimée et respectée ,un activiste de la communauté et un travailleur social , il est bien mort détenu par la police .Mais , il n'a pas été victime de la violence policière .Sa famille et ses amis reconnurent rapidement qu'il était mort d'une overdose .Son arrestation n'était nullement nécessaire .Antony avait été très violent , exhibant un couteau ; des voisins avaient appelé les flics mais lorsque ceux-ci arrivèrent il avait déjà été calmé par son entourage .

Le fait significatif est que l'expérience des noirs avec le poste de police de Notting Hill d'y être battus et tués ( au cours des mois précédents , un jeune noir y a été tué alors qu'il avait été arrêté sans motif valable ) était telle que la réaction immédiate rationnelle était que la police avait tué Antony .Des manifestations spontanées s'organisèrent devant le poste de police; elles cessèrent lorsque , une semaine plus tard , chacun fut convaincu non par les déclarations des flics , mais par des discussions au sein de la communauté noire que , pour une fois , les flics n'en étaient pas la cause .

#### P O L O G N E

Pologne 1981 : cimetière de la démocratie ouvrière (en anglais )

(Wildcat -Box W 190- Mansfield Road - Nottingham

-Box W 75 - Picadilly - Manchester - M1 2 BU

Ce long texte paru dans le n°10 de Wildcat se veut une critique du livre de H.Simon "Pologne 1980-1982 -Lutte de classe et crise du capital " ( publié en français par Spartacus et en anglais par Black and Red -ces deux éditions disponibles à Echanges ).Mais en fait ce n'est pas seulement une critique mais l'occasion pour W. de développer ses positions sur l'activité "révolutionnaire " de ses membres , le rôle d'une "minorité communiste " dont la fonction essentielle ( parmi d'autres nous supposons ) est de travailler à l'émergence d'une "véritable conscience révolutionnaire " (citations de l'article de W.)

Nous pouvons nous demander pourtant si les membres imputoyables auto proclamés révolutionnaires conscients de cette minorité communiste ( assimilés par eux-mêmes à un parti communiste ) ont réellement lu le livre .Comme il est de bon ton dans les polémiques entre groupuscules, quand un suspect doit être exécuté ,des phrases sont tronquées et sorties de leur contexte ,d'autres phrases sont détournées de leur sens réel ,des citations sont présentées comme exprimant

L'opinion de l'auteur bien qu'elles ne figurent là que pour souligner le fossé entre l'activité de base et une minorité de leaders auto désignés. Quelques unes de ces citations placées de toute évidence dans le livre pour souligner par leur énormité l'ironie des situations sont prises au sérieux au point qu'on peut se demander si ces "révolutionnaires" n'ont pas perdu leur sens anglais de l'humour.

Seulement deux exemples pour illustrer la méthode de W. Il est écrit dans la critique : "Pourtant le MKS n'était pas révolutionnaire, il était, comme Simon le souligne "une réunion de réformistes". Cette qualification est tirée d'un passage du livre essayant d'analyser le rapport de forces entre la grève qui s'étend à toute la Pologne et les tentatives de négociations pour y mettre fin : "... c'est l'aspect le plus important, les négociations de Gdansk n'étaient pas des discussions entre les grévistes et les autorités mais une rencontre de réformistes, les uns membres du parti, les autres liés à l'opposition politique ou à la base ouvrière, tous agissant en qualité d'experts...". Il était bien clair que cette "réunion de réformistes" n'était pas le MKS mais la réunion à la table de négociation des représentants du gouvernement polonais et de ceux du MKS ; le reste du paragraphe ne laisse aucun doute à ce sujet, sauf pour W. Dans un autre passage de cette critique (intitulé "Conscience de classe et Parti"), W. écrit : "Simon montre combien la résistance de la classe ouvrière après le coup d'Etat était nationaliste. Un document de la base..." Ce document cité in extenso dans le livre avait été, et c'est spécialement souligné dans le livre, mis en circulation sous les auspices de l'organisation locale de Solidarité et donnait aux ouvriers des conseils de résistance dans le quotidien du travail. Ce sont les bureaucrates locaux qui avaient eux-mêmes intitulé ce tract syndical : "Règles de base pour une résistance passive". Dans le livre, ce document était suivi d'une discussion soulignant la prétention de ces "leaders" d'enseigner aux travailleurs une pratique que ceux-ci avaient mise en oeuvre spontanément dès les premières heures du coup d'Etat spécialement en Silésie. Le tour nationaliste donné à ce texte était la position de l'appareil local de Solidarité. Là aussi, le texte du livre était sans ambiguïtés sur ce point. Mais W. lit autre chose pour en déduire combien "nationaliste était la résistance de la classe ouvrière polonaise" et partant "l'absence de conscience de classe". La critique de W. fourmille d'exemples de ce genre.

Lorsqu'on lit cette "impitoyable critique de la faiblesse des luttes ouvrières" (pour reprendre les termes mêmes des moralistes de W.) et par conséquent la faiblesse du livre dans son "idolâtrie de la classe ouvrière" (autre citation), nous devons essayer de voir quelles lunettes déformantes W. utilise pour voir les événements et avec quel étalon W. mesure ce qu'il appelle un "potentiel révolutionnaire".

Nous laisserons de côté quelques condamnations aussi "impitoyables" que péremptoires sans y répondre (au temps de Lénine ou de Staline, cela aurait signifié la mort), condamnations du genre : "ces idées réactionnaires social-démocrates sont communes aux suivants de Rosa Luxemburg ou de conseillistes

comme H.S." ou bien "il (HS) est dangereusement dans l'erreur quand son idolâtrie de la classe ouvrière le conduit à citer en les approuvant des idées contre-révolutionnaires", ou bien "la merde bourgeoise qu'il (HS) cite complaisamment quant aux droits, à la participation, la démocratie ou même pire", ou bien que H.S. est "aveugle à la cause de l'échec, l'absence de conscience de classe". Toutes ces citations ne peuvent nous empêcher de penser à la phrase de Lénine selon laquelle les ouvriers ne peuvent jamais dépasser une conscience trade unioniste, et par conséquent qu'ils ont besoin de guides éclairés. Quand nous lisons de tels jugements définitifs, nous nous interrogeons en même temps sur le sens exact d'appréciations données par ailleurs par W. qui partagerait les opinions d'HS sur ses analyses de la Pologne comme un "pays capitaliste" et sur le fait, à son "credit qu'il (HS) reconnaisse que l'action nécessairement précède la conscience pour autant que la bourgeoisie domine la classe ouvrière... "N'est-ce pas qu'un peu de pommade avant l'exécution ? (la Sibérie au lieu du poteau d'exécution ?) W. ne voit même pas que cette approbation sur l'action qui précède la conscience est complètement en contradiction avec une des dernières phrases de la critique qu'une "véritable conscience révolutionnaire peut seulement émerger d'une critique impitoyable de la faiblesse des luttes ouvrières". Qui délivrera cette critique et comment ?

\*  
\* \*

Revenons à l'instrument et à l'étalon de la "critique impitoyable". W. ne dit pas expressément ce qu'il est ni le pourquoi de sa critique, mais quand on lit ces affirmations péremptoires, on peut tout de suite en conclure que les membres de W. se considèrent comme partie de ces "minorités militantes" dénommées "communistes". Qu'est-ce qu'un communiste ? "Tous ceux qui, de quelque côté qu'ils tendent à se mouvoir vers le communisme" dit W. Et pour savoir ce qu'est le communisme, nous trouvons en exergue un passage de l'ouvrage de Barrot "Qu'est-ce que le communisme ?". Nous pouvons tomber d'accord avec l'idée que le communisme peut seulement être réalisé par la destruction de la valeur, que cela ne sera "ni une dictature ni une démocratie" mais que "naturellement ce sera démocratique si ce mot signifie que chacun prendra en charge toutes les activités sociales". (nous ne discuterons pas ici l'influence du leninisme et du bordiguisme sur les idées de Barrot mais cela peut expliquer le sens du mot "naturellement" dans la citation). Nous pensons que si W. cite Barrot, c'est pour soutenir son opinion. Pourquoi dès lors W. feint de croire que lorsque le livre sur la Pologne parle de "démocratie" c'est dans le sens de "démocratie bourgeoise" et pas du tout dans le sens d'une prise en charge par les travailleurs "de toutes les activités sociales", en premier lieu de leur activité dans la lutte de classe ? Devons-nous en tirer la conclusion que W. n'a pas du tout compris l'argument central du livre, qu'en Pologne, comme partout dans la lutte de classe, le conflit était, et est toujours, entre cette démocratie ouvrière "communiste" et la "démocratie bourgeoise" quoique jamais exprimé clairement dans ces termes ? Cette contradiction dans les